

Séance du Conseil Communautaire  
du Jeudi 10 Novembre 2016

**NOTE DE SYNTHÈSE**

➤ Adoption du procès-verbal du Conseil Communautaire du 13 Octobre 2016

Cf. document joint

➤ Décision communautaire

2016\_104 : Réparations et entretiens des chaussées reprofilage enduits et coulis, avenant n°1 au marché n° 16007

Cf. document joint

➤ Emprunt

Pour financer les travaux d'investissement 2016 et plus particulièrement les travaux de voirie, une consultation auprès d'établissements bancaires a été lancée pour un emprunt de 1 000 000 €. Quatre établissements bancaires ont été consultés et ces mêmes ont présenté une offre détaillée dans le tableau ci-dessous :

Banques	Prêts	Taux Fixe et échéance constante	Frais de dossier
<u>Crédit Agricole 31</u>	1 000 000,00 €	1,25%	0,10%
<u>Caisse d'Epargne Midi-Pyrénées</u>	1 000 000,00 €	1,04%	0,10%
<u>Banque Postale</u>	1 000 000,00 €	1,04%	0,10%
<u>Société Générale</u>	1 000 000,00 €	1,05%	0,00%

**Pour rappel :**

La dette de la Communauté de Communes sera au 31/12/2016 de 4 768 611,53 € d'une durée de vie moyenne de 4 ans, 6 mois, 1 jour, et répartie en taux fixe (81,82 %) et en taux variable (1,47 % en Euribor 6 mois et 16,70 % en Euribor 3 mois).

Tableau de bord au 31/12/2016					
Emprunts					
Exercice	Encours Début	Amortis.	Intérêts	Annuité	Encours Fin
2016	5 628 598,75	859 987,37	144 801,18	1 004 788,55	4 768 611,53
2017	4 768 611,53	803 251,85	126 875,11	930 126,96	3 965 359,67
2018	3 965 359,67	715 397,66	112 089,19	827 486,85	3 249 961,98
2019	3 249 961,98	549 757,86	96 899,35	646 657,21	2 700 204,03
2020	2 700 204,03	443 741,55	83 064,73	526 806,28	2 256 462,46
2021	2 256 462,46	396 844,40	69 044,31	465 888,71	1 859 618,13
2022	1 859 618,13	389 466,14	54 480,07	443 946,21	1 470 151,96
2023	1 470 151,96	287 872,24	41 666,20	329 538,44	1 182 279,72
2024	1 182 279,72	217 825,53	33 555,23	251 380,76	964 454,15
2025	964 454,15	224 750,46	26 640,35	251 390,81	739 703,77
2026	739 703,77	231 902,46	19 478,22	251 380,68	507 801,26
2027	507 801,26	239 289,32	12 091,43	251 380,75	268 511,88
2028	268 511,88	193 628,86	4 461,89	198 090,75	74 883,06
2029	74 883,06	37 097,94	1 122,85	38 220,79	37 785,11
2030	37 785,11	37 785,13	435,71	38 220,84	0,00
		5 628 598,77	826 705,82	6 455 304,59	

Cette dette est répartie entre différents prêteurs :

- La Banque Postale : 53,07 %
- La Caisse d'Epargne : 30,58 %
- Le Crédit Agricole : 11,84 %
- Dexia (ancien CLF) : 2,57 %
- Département : 1,94 %

#### ➤ Décision Modificative n°1 au BP 2016

La loi de finances initiale 2016 apporte des modifications substantielles aux modalités d'attribution du FCTVA : Deviennent éligibles aux FCTVA les dépenses d'entretien des bâtiments publics ainsi que les dépenses d'entretien de la voirie.

Aussi, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Communauté de Communes qui encaisse le FCTVA trimestriellement doit transférer de la section d'investissement la quote-part versée au titre des dépenses de fonctionnement. Pour ce faire, il convient d'apporter des modifications induites par le FCTVA qui s'impute autant en section d'investissement qu'en section de fonctionnement.

ANNEXE A LA DELIBERATION N° ..... Du.....		
BUDGET PRIMITIF 2016 - SECTION DE FONCTIONNEMENT		
	Dépenses	Recettes
Budget 2016	19 788 358,26 €	16 847 752,00 €
Reprise du résultat		2 940 606,26 €
<b>Budget 2016</b>	<b>19 788 358,26 €</b>	<b>19 788 358,26 €</b>
Proposition de DM 1 FONCTIONNEMENT		
	Dépenses	Recettes
<b>Reversement de la Quote-part du FCTVA versée au titre des dépenses de fonctionnement</b>		
C/042-777-01 - Quote-part FCTVA		65 000,00 €
C/74-7411-01 - DGF (ajustement avec notification)		-59 000,00 €
C/013-6419-82499 Ajustement Droit des Sols pour mise à disposition d'un 1/2 temps		-6 000,00 €
<b>Total de la DM 1 Fonctionnement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>BUDGET TOTAL 2016 après approbation de la DM1</b>	<b>19 788 358,26 €</b>	<b>19 788 358,26 €</b>

ANNEXE A LA DELIBERATION N° ..... du .....		
BUDGET PRIMITIF 2016 - SECTION D'INVESTISSEMENT		
	Dépenses	Recettes
Budget 2016	6 961 582,08 €	7 426 784,43 €
Reprise du résultat	465 202,65 €	
<b>Budget 2016</b>	<b>7 426 784,73 €</b>	<b>7 426 784,43 €</b>
Proposition de DM 1 INVESTISSEMENT		
	Dépenses	Recettes
<b>Reversement de la Quote-part du FCTVA versée au titre des dépenses de fonctionnement</b>		
C/040-102291-01 - Reprise sur FCTVA	65 000,00 €	
C/23-2315-822	-65 000,00 €	
<b>Total de la DM 1 Investissement</b>	<b>0,00 €</b>	<b>0,00 €</b>
<b>BUDGET TOTAL 2016 après approbation de la DM1</b>	<b>7 426 784,73 €</b>	<b>7 426 784,43 €</b>

➤ **GEOSIGWEB : contrat de services**

Dans le cadre du Système d'Information Géographique, il convient de conclure une convention avec la Société GEOSIGWEB pour l'hébergement, la maintenance et le support (téléphonie, visioconférence, prise en main à distance) d'un service de cartographie et des données graphiques et alphanumériques dématérialisées accessibles par Internet Sécurisé, incluant la mise à disposition des applications.

Pour l'année 2017, le montant s'élève pour les modules « Métiers » :

- |                     |               |
|---------------------|---------------|
| • ADS               | 501.97 € HT   |
| • Cadastre          | 9 028.89 € HT |
| • Cimetières        | 4 114.01 € HT |
| • Ordures ménagères | 1407.82 € HT  |
| • Voirie            | 1632.43 € HT  |
| • Cimetière         |               |

Soit un total de **16 685.12 € HT**

et pour les prestations :

- Mise à jour EDIGEO +MAJIC **3 819.44 € HT**

*Cf. document joint*

➤ **Fusion des syndicats SIAH Save et Gesse, SIGV Gersoise, SMG de la Save Aval**

Par arrêté du 30 Mars 2016 le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) de la Haute-Garonne prévoit la fusion de 3 syndicats, le SIAH Save et Gesse, le SIGV de la Save Gersoise et le SMG de la Save Aval. Cette fusion a été entérinée par arrêté préfectoral du 14 Avril 2016.

La Communauté de Communes de la Save au Touch (CCST), adhérente au SMG de la Save Aval, est sollicitée pour avis sur :

- la dénomination du nouvel EPCI, « *Syndicat de Gestion de la Save et de ses affluents* » ou « *Syndicat de Gestion du Bassin versant de la Save* »
- sur le lieu du siège, proposition de *l'Isle en Dodon*
- sur la représentativité de la CCST soit 5 délégués titulaires et 5 délégués suppléants, et leur nomination.

➤ **Dérogations pour les ouvertures des commerces les dimanches pour 2017**

L'article L3132-26 du code du travail, issu de la loi du 6 Août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques dite « loi Macron », dispose que :

« Dans les établissements de commerce de détail (de + de 400 m<sup>2</sup>) où le repos hebdomadaire a lieu normalement le dimanche, ce repos peut être supprimé les dimanches désignés, pour chaque commerce de détail, par décision du Maire prise après avis du Conseil Municipal. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder 12 par an. La liste des dimanches est arrêtée avant le 31 Décembre, pour l'année suivante.

Lorsque le nombre de ces dimanches excède 5, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI dont dépend la commune membre. A défaut de délibération dans un délai de 2 mois suivant la saisine cet avis est réputé favorable. »

Dans le cadre de la concertation organisée cette année, un consensus se dégage au sein du Conseil Départemental du Commerce sur le principe de 7 dimanches d'ouverture :

- le 15 janvier 2017 : soldes d'hiver
- le 02 juillet 2017 : solde d'été
- le 03 septembre 2017 : grande braderie de Toulouse
- le 26 novembre 2017 : fêtes de fin d'année
- le 10 décembre 2017 : fêtes de fin d'année
- le 17 décembre 2017 : fêtes de fin d'année
- le 24 décembre 2017 : fêtes de fin d'année

Pour l'année 2017, pour toutes les dates mentionnées ci-dessus, la CCST est sollicitée par les communes de :

- Plaisance du Touch,
- La Salvétat Saint Gilles
- Légevin
- Lévignac

Il est proposé que la CCST donne un avis favorable pour les communes ayant sollicité l'ouverture de plus de 5 dimanches des entreprises du commerce en 2017, selon les modalités mentionnées ci-dessus.

#### ➤ **Convention de participation en Prévoyance agents CCST**

Par délibération en date du 25 Mai 2016, la CCST avait donné mandat au Centre de Gestion de la FPT 31 afin de mener à bien une mise en concurrence en vue de l'obtention d'une convention de participation couvrant le risque Prévoyance, dans le cadre des dispositions du décret n°2011-1474 du 8 Novembre 2011 et pour une durée de 6 ans (01/01/2017-31/12/2022).

Les agents de la CCST bénéficient actuellement de la couverture Prévoyance par le biais d'un contrat signé en 2003 avec la mutuelle GRM. Ce contrat n'entrant plus dans le cadre réglementaire du décret de 2011, il convient de procéder à la désignation d'une nouvelle couverture Prévoyance pour les agents.

Il convient à l'Assemblée délibérante de se prononcer sur l'adhésion de la CCST au service convention de participation en Prévoyance proposé par le CDG31, via la mutuelle Gras Savoye/Intériale retenue à l'issue de la procédure de consultation.

Il s'agira également de fixer le montant de la participation employeur qui sera allouée conformément au décret susvisé.

Enfin, le Comité Technique de la CCST sera sollicité pour avis lors de sa séance prévue le 10/11/16.

#### ➤ **Enquête publique 1<sup>ère</sup> révision du SCOT Grande Agglomération Toulousaine**

1. **La Communauté de Communes de la Save au Touch (CCST) réitère les remarques non prises en compte dans le projet arrêté de la 1<sup>ère</sup> révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Grande Agglomération Toulousaine (GAT) et souligne de façon synthétique les points qu'elle estime devoir être modifiés dans une future révision du SCOT :**

#### **ZNIEFF et développement urbain**

Il est mentionné à la page 18 du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) que « la forte participation des ZNIEFF de type 1 au maintien et au développement de la biodiversité sur le territoire conduit le SMEAT à encourager les EPCI à les classer en espaces protégés. » Il convient de rappeler que le secteur correspondant aux caractéristiques de la « ville intense » sur le territoire de la commune de Légevin est le même que celui qui a été retenu pour le développement économique, de l'habitat et le développement mixte. C'est également ce même espace qui est couvert par des ZNIEFF.

**Aussi, il est souhaitable que le SCOT puisse concilier la réalisation des objectifs de développement de certains secteurs, approuvés par le SMEAT et l'application des recommandations liées à l'inventaire des ZNIEFF (R4 du DOO), permettant ainsi aux PLU des communes d'être en cohérence avec le SCOT.**

#### **Hiérarchie urbaine**

Selon les informations détaillées, communiquées par le SMEAT en janvier 2015, permettant de comprendre le classement de la hiérarchie urbaine pour toutes les communes faisant partie du périmètre du SCOT, on constate que la commune de Plaisance-du-Touch aurait dû être classée en « Centre urbain ». Son classement en Pôle secondaire avait été contesté lors de l'élaboration du SCOT lorsque la CCST a transmis au SMEAT les réserves concernant le DOG en juillet 2010.

Aucune réponse, ni technique, ni de principe n'a été apportée à la CCST. De plus, il s'avère que la classification opérée dans le SCOT actuel ne s'appuie pas sur une logique de positionnement entre « Centres urbains » et communes « Cœur d'agglomération selon l'INSEE » et/ou communes « Cœur d'agglomération » au sens du SCOT.

A la lecture du DOO, on relève que la commune de Plaisance-du-Touch est toujours positionnée comme Pôle secondaire. **C'est pourquoi, la demande de modification de classement de ladite commune en « Centre urbain » est renouvelée.**

### **Territoires de développement par extension**

Il convient de prendre en considération la question de la densification en rapport avec la superficie du territoire. C'est ainsi qu'il faut tenir compte de la problématique des villes à forte densité de population qui s'approchent d'une saturation foncière, comme c'est le cas pour la commune de La Salvetat-Saint-Gilles. Selon les pixels actuellement positionnés sur la partie Est de la commune (classée en ville intense), avec un accueil de 5 000 habitants supplémentaires, La Salvetat-Saint-Gilles compterait près de 13 000 habitants, soit 2 300 hab./km<sup>2</sup> et deviendrait la deuxième ville la plus dense de la Haute-Garonne derrière Toulouse.

**Il est donc nécessaire de faire évoluer le périmètre de la ville intense sur le territoire de La Salvetat-Saint-Gilles.**

## **2. La CCST tient à souligner une évolution positive du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) inhérente à la prescription 114.**

### **Cohérence urbanisme / transport**

A la lecture du DOO, on peut noter que la rédaction actuelle de la prescription 114 permet de lever toute ambiguïté quant à son application et notamment d'affirmer clairement que les zones ouvertes à l'urbanisation (U ou AU) ne sont pas concernées par l'application de ladite prescription.

## **3. La CCST tient à verser au dossier d'enquête publique une remarque inhérente à l'implantation des activités commerciales.**

### **Implantation des activités commerciales**

La cartographie déclinée en page 72 du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) flèche des pôles majeurs existants et potentiels sans établir explicitement une définition des dits pôles mais fait référence à l'inventaire OP2C en page 73. Cet inventaire distingue les pôles existants et les pôles potentiels. Les pôles potentiels sont appréhendés notamment à travers la notion de « stock » (concerne les autorisations commerciales obtenues et non ouvertes) et la notion de « surfaces commerciales fermées et disposant d'une autorisation commerciale en cours de validité ». Afin de faciliter la lecture et la compréhension du SCOT GAT, il conviendrait d'intégrer dans le DOO les définitions déclinées dans l'inventaire OP2C au sujet des pôles majeurs existants et potentiels.

**4. Suite à une requête en annulation introduite le 25 juillet 2012 par un certain nombre de professionnels aménageurs adhérents du SNAL et constructeurs, le Tribunal Administratif de Toulouse, par un jugement du 13 mai 2015 a annulé partiellement le Schéma de Cohérence Territoriale de la Grande Agglomération Toulousaine.**

Si cette situation n'est que partielle, elle n'en est pas moins essentielle car elle concerne le cœur même du dispositif institué par les auteurs de ce document de planification urbaine, à savoir :

- d'une part, la « pixellisation » de l'ensemble du territoire du SCOT, sans aucune différenciation selon les enjeux qui se posent à l'agglomération en terme d'aménagement, de logements, de transports et d'environnement notamment,

- d'autre part, le « contrat d'axes », c'est-à-dire l'obligation faite aux autorités compétentes en matière de PLU, de contractualiser avec l'autorité organisatrice des transports urbains préalablement à l'ouverture à l'urbanisation des espaces de leur documents d'urbanisme.

S'agissant des « pixels » figurant sur le document graphique du document d'orientation général, et représentant les potentiels constructibles d'espaces urbanisables, le Tribunal Administratif, va dans le même sens que la commission d'enquête sur le projet du SCOT, considérant en particulier que « ces dispositions qui établissent un rapport de conformité avec les plans locaux d'urbanisme, sont contraires aux dispositions de l'article L122-1 du Code de l'Urbanisme ».

Il résulte de cette illégalité que le Schéma de Cohérence Territoriale doit être annulé vu que le document d'orientation général interdit toute urbanisation nouvelle des zones non couvertes par un pixel.

S'agissant des « Contrats d'axes » le tribunal se fonde sur une jurisprudence fort ancienne, en considérant que les dispositions de l'article L 122-1 du Code de l'Urbanisme ne permettent pas aux auteurs des SCOT de créer des procédures. Il ne dispose d'aucune habilitation législative pour ce faire.

C'est dans ces conditions que la commune de Léguevin est fondée à solliciter de la commission d'enquête l'ouverture des zones dont le plan joint est annexé, ou tout simplement considérer que ces dernières le sont de fait, vu la fragilisation voir, presque la suppression de la notion de « pixellisation » par la juridiction administrative.

*Cf. Document joint*

➤ **Informations diverses**

\*\*\*\*\*